

Considérant que le Comité de Contrôle de l'Electricité et du Gaz a recommandé qu'il soit procédé à partir du 1^{er} octobre 1998 à une réallocation des coûts fixes totaux liés aux importations de gaz naturel; que le présent arrêté doit dès lors être pris dans les délais les plus brefs afin que la formule du paramètre de variation de prix Iga soit adaptée aux dispositions de ladite recommandation,

Arrêtent :

Article 1^{er}. Dans l'article 3, 1^o, de l'arrêté ministériel du 6 septembre 1994 portant réglementation des prix du gaz naturel, modifié par l'arrêté ministériel du 28 janvier 1998, la formule du paramètre de variation de prix "Iga" est remplacée par la disposition suivante :

$$Iga = \frac{Gnm + FD + dnm}{Gnm_0 + dnm_0}$$

Dans cette formule,

Gnm est le prix frontière "tous gaz" pour le mois m de l'année n, en centimes par MJ;

FD représente les frais fixes spécifiques à la distribution publique liés à des coûts d'irrégularité des importations de gaz naturel;

dnm représente la participation de la distribution publique aux charges du fournisseur autres que le coût d'acquisition du gaz aux frontières, pour le mois m de l'année n, en centimes par MJ;

Gnm₀ est égal à 21,1181 centimes par MJ;

dnm₀ est égal à 2,6542 centimes par MJ;"

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} octobre 1998.

Bruxelles, le 3 décembre 1999.

La Vice-Première Ministre
et Ministre de la Mobilité et des Transports,
Mme I. DURANT

Le Ministre de l'Economie
et de la Recherche scientifique,
R. DEMOTTE

Le Secrétaire d'Etat à l'Energie
et au Développement durable,
O. DELEUZE

Overwegende dat het Controlecomité voor de Elektriciteit en het Gas aanbevolen heeft om vanaf 1 oktober 1998 over te gaan tot een herverdeling van de totale vaste kosten die gepaard gaan met de invoer van aardgas; onderhavig besluit dientengevolge zo spoedig mogelijk moet genomen worden opdat de formule van de prijsvariatieparameter Iga zou worden aangepast aan de bepalingen van bovengenoemde aanbeveling,

Besluiten :

Artikel 1. In artikel 3, 1^o, van het ministerieel besluit van 6 september 1994 houdende reglementering van de prijzen voor aardgas, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 28 januari 1998, wordt de formule van de prijsvariatieparameter "Iga" vervangen door de volgende bepaling :

In deze formule,

is Gnm de grensprijs "alle gassen" voor de maand m van het jaar n, in centiemen per MJ;

vertegenwoordigt FD de vaste kosten eigen aan de openbare distributie verbonden aan onregelmatigheidskosten van aardgasinvoer;

vertegenwoordigt dnm de deelname door de openbare distributie in de kosten van de leverancier andere dan de inkoopprijs van het gas aan de grens, voor de maand m van het jaar n, in centiemen per MJ;

is Gnm₀ gelijk aan 21,1181 centiemen per MJ;

is dnm₀ gelijk aan 2,6542 centiemen per MJ;"

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 oktober 1998.
1.2

Brussel, 3 december 1999.

De Vice-Eerste Minister
en Minister van Mobiliteit en Vervoer,
Mevr. I. DURANT

De Minister van Economie
en Wetenschappelijk Onderzoek,
R. DEMOTTE

De Staatssecretaris voor Energie
en Duurzame ontwikkeling,
O. DELEUZE

F. 1999 — 4026

[C — 99/11461]

16 DECEMBRE 1999. — Arrêté ministériel déterminant les principes de base relatifs à la rémunération du président et des membres du comité de direction de la Commission de Régulation de l'Electricité et du Gaz

La Vice-Première Ministre et Ministre de la Mobilité et des Transports et le Secrétaire d'Etat à l'Energie,

Vu la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité, notamment l'article 24, § 2, dernier alinéa;

Vu la loi du 12 avril 1965 relative au transport de produits gazeux et autres par canalisations, notamment l'article 15/15, § 5, inséré par la loi du 29 avril 1999;

Vu l'arrêté royal du 3 mai 1999 fixant les règles applicables au président et aux membres du comité de direction de la Commission de Régulation de l'Electricité et du Gaz en matière d'incompatibilités et de conflits d'intérêts, notamment l'article 2, dernier alinéa;

Vu l'arrêté royal du 3 mai 1999 déléguant au ministre chargé de l'Energie le pouvoir d'accomplir certains actes pour le compte de la Commission, de Régulation de l'Electricité et du Gaz, notamment l'article 1^{er};

N. 1999 — 4026

[C — 99/11461]

16 DECEMBER 1999. — Ministerieel besluit tot vaststelling van de basisprincipes betreffende de vergoeding van de voorzitter en de leden van het directiecomité van de Commissie voor de Regulering van de Elektriciteit en het Gas

De Vice-Eerste Minister en Minister van Mobiliteit en Vervoer en de Staatssecretaris voor Energie,

Gelet op de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt, inzonderheid op artikel 24, § 2, laatste lid;

Gelet op de wet van 12 april 1965 betreffende het vervoer van gasachtige producten en andere door middel van leidingen, inzonderheid op artikel 15/15, § 5, ingevoegd door de wet van 29 april 1999;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 mei 1999 tot vaststelling van de regels toepasselijk op de voorzitter en de leden van het directiecomité van de Commissie voor de Regulering van de Elektriciteit en het gas inzake onverenigbaarheden en belangenconflicten, inzonderheid artikel 2, laatste lid;

Gelet op het koninklijk besluit waarbij aan de minister bevoegd voor Energie de bevoegdheid wordt opgedragen om bepaalde handelingen te stellen voor rekening van de Commissie voor de Regulering van de Elektriciteit en het Gas, inzonderheid artikel 1;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que l'urgence est motivée par le fait que le délai de transposition de la Directive 96/92/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 décembre 1996 concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité, que la loi du 29 avril 1999 précitée vise à transposer en droit belge, expirera pour la Belgique le 19 février 2000; que la Belgique a l'obligation de mettre en vigueur avant cette date toutes les dispositions législatives et réglementaires nécessaires pour se conformer à cette directive; que certaines de ces dispositions réglementaires ne peuvent légalement être arrêtées qu'après avis de la Commission de Régulation de l'Electricité et du Gaz;

Considérant que la mise en place de la Commission de Régulation de l'Electricité et du Gaz est par conséquent une étape préalable indispensable à la pleine mise en œuvre de la loi du 29 avril 1999 et transposition des dispositions de la Directive 96/92/CE précitée; qu'il est dès lors indispensable que le président et les membres de son comité de direction puissent entrer immédiatement en fonction et qu'il est nécessaire, à cette fin, de déterminer par arrêté ministériel, conformément à l'article 24, § 2, dernier alinéa de la loi, les principes de base relatifs à leur rémunération, afin que des conventions particulières puissent être conclues avec les intéressés sur cette base; que le présent arrêté doit dès lors être pris dans les délais les plus brefs,

Arrêtons :

Article 1^{er}. Le montant de la rémunération du président ainsi que de celle des membres du comité de direction de la Commission de Régulation de l'Electricité et du Gaz est déterminé, dans une convention particulière conclue entre, d'une part, la Commission de Régulation de l'Electricité et du Gaz et, d'autre part, le président et chacun des membres du comité de direction.

Cette convention est constatée par écrit pour le président et pour chaque membre individuellement avant son entrée en fonction.

Lors de la négociation et de la signature de cette convention, la Commission de Régulation de l'Electricité et du Gaz est représentée par le ministre fédéral qui a l'énergie dans ses attributions.

La notion de rémunération au sens du présent arrêté comprend non seulement la rémunération au sens strict et les avantages visés aux articles 2 à 5, mais également tous les avantages ou indemnités octroyés au président et aux membres du comité de direction de la Commission de Régulation de l'Electricité et du Gaz en raison ou à l'occasion de l'exercice de leur mandat conformément à la convention particulière visée à l'alinéa 1^{er}.

Art. 2. A l'exception du président, les cinq membres du comité de direction disposent d'une rémunération identique.

Art. 3. Les rémunérations du président et des membres du comité de direction sont liées aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation. Elles sont rattachées à la valeur de l'indice-pivot du mois qui précède celui auquel est signée la convention particulière visée à l'article 1^{er}. Elles sont payées mensuellement et à terme échu.

Art. 4. Un treizième mois est attribué au président et aux membres du comité de direction, sur la base de la rémunération de décembre de l'année échuë et ce, au prorata des services prestés au cours de cette année.

Art. 5. Le président et les membres du comité de direction de la Commission de Régulation de l'Electricité et du Gaz bénéficieront d'une assurance de groupe selon les modalités prévues par la convention particulière visée à l'article 1^{er} et par le règlement d'assurance de groupe conclu à leur profit.

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de dringende noodzakelijkheid voortvloeit uit het feit dat de omzettingstermijn van Richtlijn 96/92/EG van het Europees Parlement en de Raad van 19 december 1996 betreffende gemeenschappelijke regels voor de interne markt voor elektriciteit, waarvan voornoemde wet van 29 april 1999 de omzetting in Belgisch recht beoogt, voor België op 19 februari 2000 verstrijkt; dat België de verplichting heeft om voor die datum alle nodige wettelijke en reglementaire bepalingen die nodig zijn om aan de richtlijn te voldoen in werking te doen treden; dat een aantal van deze reglementaire bepalingen wettelijk slechts kunnen worden vastgesteld na advies van de Commissie voor de Regulering van de Elektriciteit en het Gas;

Overwegende dat de oprichting van de Commissie voor de Regulering van de Elektriciteit en het Gas een onmisbare voorafgaande schakel is voor de volledige uitvoering van de wet van 29 april 1999 en omzetting van de bepalingen van voornoemde Richtlijn 96/92/EG; dat derhalve de voorzitter en de leden van het directiecomité van de Commissie onmiddellijk in functie dienen te treden en dat daarvoor, overeenkomstig artikel 24, § 2, laatste lid van de wet, de basisprincipes met betrekking tot hun bezoldiging bij ministerieel besluit moeten worden bepaald, opdat op die basis met de betrokkenen individuele overeenkomsten zouden kunnen worden gesloten; dat dit besluit bijgevolg zonder verwijl moet worden genomen,

Besluiten :

Artikel 1. Het bedrag van de vergoeding van de voorzitter en van die van de leden van het directiecomité van de Commissie voor de Regulering van de Elektriciteit en het Gas wordt vastgelegd in een bijzondere overeenkomst afgesloten tussen enerzijds de Commissie voor de Regulering van de Elektriciteit en het Gas en anderzijds de voorzitter en elk van de leden van het directiecomité.

Die overeenkomst wordt voor de voorzitter en voor elk lid afzonderlijk schriftelijk vastgesteld, voor zijn indiensttreding.

Bij het onderhandelen over en de ondertekening van deze overeenkomst wordt de Commissie voor de Regulering van de Elektriciteit en het Gas vertegenwoordigd door de federale minister bevoegd voor Energie.

Worden als bezoldiging in de zin van dit besluit beschouwd, niet enkel de bezoldiging in de strikte betekenis en de voordelen voorzien in de artikelen 2 tot 5, maar ook elk voordeel of elke vergoeding die aan de voorzitter en de leden van het directiecomité van de Commissie voor de Regulering van de Elektriciteit en het Gas toegekend worden wegens of naar aanleiding van de uitoefening van hun mandaat overeenkomstig de in het eerste lid voorziene bijzondere overeenkomst.

Art. 2. Met uitzondering van de voorzitter beschikken de vijf leden van het directiecomité over een identieke vergoeding.

Art. 3. De vergoedingen van de voorzitter en van de leden van het directiecomité zijn gekoppeld aan de schommelingen van de index der verbruiksprijzen. Zij zijn gekoppeld aan de waarde van de spilindex van de maand die voorafgaat aan de ondertekening van de bijzondere overeenkomst bedoeld bij artikel 1. De bezoldigingen worden maandelijks en na het vervallen van de termijn uitbetaald.

Art. 4. Aan de voorzitter en aan de leden van het directiecomité wordt een dertiende maand toegekend op basis van de vergoeding van december van het afgelopen jaar en a rato van de tijdens dat jaar geleverde diensten.

Art. 5. De voorzitter en de leden van het directiecomité van de Commissie voor de Regulering van de Elektriciteit en het Gas zullen genieten van een groepsverzekering volgens de modaliteiten voorzien door de bijzondere overeenkomst bedoeld in artikel 1 en door het in hun voordeel afgesloten groepsverzekeringsreglement.

Art. 6. En considération de l'interdiction visée à l'article 2 de l'arrêté royal du 3 mai 1999 fixant les règles applicables au président et aux membres du comité de direction de la Commission de Régulation de l'Electricité et du Gaz en matière d'incompatibilités et de conflits d'intérêts, il est alloué au président ou membre concerné à l'issue de son mandat, une indemnité compensatoire équivalente à la moitié de sa rémunération brute pour les douze mois qui précèdent la fin de son mandat.

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 16 décembre 1999.

La Vice-Première Ministre, Ministre de la Mobilité et des Transports,
Mme I. DURANT

Le Secrétaire d'Etat à l'Energie et au Développement durable,
O. DELEUZE

Art. 6. Ter compensatie van het verbod bedoeld in artikel 2 van het koninklijk besluit van 3 mei 1999 tot vaststelling van de regels toepasselijk op de voorzitter en de leden van het directiecomité van de Commissie voor de Regulering van de Elektriciteit en het Gas inzake onverenigbaarheden en belangenconflicten, wordt aan de voorzitter of aan het betrokken lid, bij het verstrijken van zijn mandaat, een schadeloosstelling toegekend die gelijk is aan de helft van zijn brutobezoldiging voor de twaalf maanden die het einde van zijn mandaat voorafgaan.

Art. 7. Dit besluit treedt in werking op de dag dat het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 16 december 1999.

De Vice-Eerste Minister, Minister van Mobiliteit en Vervoer,
Mevr. I. DURANT

De Staatssecretaris voor Energie en Duurzame Ontwikkeling,
O. DELEUZE

MINISTERE DES CLASSES MOYENNES ET DE L'AGRICULTURE

F. 1999 — 4027

[C - 99/16391]

31 AOUT 1999. — Arrêté ministériel portant cessation de la pêche de la plie dans les zones-c.i.e.m. VIII,f,g

Le Ministre de l'Agriculture et des Classes moyennes,

Vu la loi du 12 avril 1957 autorisant le Roi à prescrire des mesures en vue de la conservation des ressources biologiques de la mer, modifiée par les lois des 23 février 1971 et 18 juillet 1973;

Vu la loi du 28 mars 1975 relative au commerce des produits de l'agriculture, de l'horticulture et de la pêche maritime, modifiée par les lois des 11 avril 1983, 29 décembre 1990 et 5 février 1999;

Vu l'arrêté royal du 21 juin 1994 instituant une licence de pêche et portant des mesures temporaires pour l'exécution du régime communautaire de conservation et de gestion des ressources de pêche, modifié par les arrêtés royaux des 15 décembre 1994, 4 mai 1995, 4 août 1996, 2 décembre 1996, 13 septembre 1998, 3 février 1999 et 13 mai 1999, notamment l'article 18;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989, 4 juillet 1989, 6 avril 1995 et 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant que pour l'année 1999 le quota de la plie dans les zones-c.i.e.m. VIII,f,g a été presque entièrement débarqué et vu que de la plie se trouve à bord de bateaux de pêche actuellement en activité, il y a lieu de cesser sans retard la pêche de la plie dans ces zones afin de ne pas dépasser les quantités autorisées par la CE,

Arrête :

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1. bateau de pêche : un bateau repris dans la "Liste officielle des navires de pêche belges";

2. zones-c.i.e.m. : les zones et secteurs déterminés dans la communication de la Commission-CE dans le *Journal officiel des Communautés européennes* des 24 décembre 1985 et 31 décembre 1985.

Art. 2. Le quota national de la plie dans les zones-c.i.e.m. VIII,f,g est réputé avoir été épuisé.

Dans les eaux des zones-c.i.e.m. VIII,f,g, il est interdit pour tous les bateaux de pêche, de pêcher, de retenir à bord, de transborder et de débarquer de la plie capturée dans ces eaux après la date d'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge* et cessera d'être en vigueur le 31 décembre 1999, à 24 heures.

Bruxelles, le 31 août 1999.

J. GABRIELS

MINISTERIE VAN MIDDENSTAND EN LANDBOUW

N. 1999 — 4027

[C - 99/16391]

31 AUGUSTUS 1999. — Ministerieel besluit houdende beëindiging van de visserij op schol in de i.c.e.s.-gebieden VIII,f,g

De Minister van Landbouw en Middenstand,

Gelet op de wet van 12 april 1957 waarbij de Koning ertoe gemachtigd wordt maatregelen voor te schrijven ter bescherming van de biologische hulpbronnen van de zee, gewijzigd bij de wetten van 23 februari 1971 en 18 juli 1973;

Gelet op de wet van 28 maart 1975 betreffende de handel in landbouw-, tuinbouw- en zeevisserijproducten, gewijzigd bij de wetten van 11 april 1983, 29 december 1990 en 5 februari 1999;

Gelet op het koninklijk besluit van 21 juni 1994 tot het instellen van een visvergunning en houdende tijdelijke maatregelen voor de uitvoering van de communautaire regeling voor de instandhouding en het beheer van de visbestanden, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 15 december 1994, 4 mei 1995, 4 augustus 1996, 2 december 1996, 13 september 1998, 3 februari 1999 en 13 mei 1999, inzonderheid op artikel 18;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989, 4 juli 1989, 6 april 1995 en 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat voor het jaar 1999 het quotum van schol in de i.c.e.s.-gebieden VIII,f,g nagenoeg volledig werd aangeland en dat er nog schol aan boord is van vissersvaartuigen, die heden de visserijactiviteit beoefenen, dient daarom zonder verwijl de visserij op schol in deze gebieden stopgezet te worden teneinde de door de E.G. toegestane vangsten niet te overschrijden,

Besluit :

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1. vissersvaartuig : een vaartuig vermeld in de "Officiële lijst der Belgische vissersvaartuigen";

2. i.c.e.s.-gebieden : de in de mededeling van de E.G.-Commissie in het *Publikatieblad van de Europese Gemeenschappen* van 24 december 1985 en 31 december 1985 bepaalde gebieden en sectoren.

Art. 2. Het nationale quotum van schol in de i.c.e.s.-gebieden VIII,f,g wordt geacht volledig te zijn gebruikt.

De visserij op schol in de wateren van de i.c.e.s.-gebieden VIII,f,g is verboden voor alle vissersvaartuigen alsmede het aan boord houden, het overladen en het lossen van schol gevangen in deze wateren, na de datum van inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt en treedt buiten werking op 31 december 1999, om 24 uur.

Brussel, 31 augustus 1999.

J. GABRIELS